



ÉTUDE DE CAS

# L'université Dan Dicko Dankoulodo de Maradi au Niger entame sa digitalisation





# L'université Dan Dicko Dankoulodo de Maradi au Niger entame sa digitalisation

L'université Dan Dicko Dankoulodo de Maradi (UDDM) a démarré, à la rentrée 2022, la digitalisation des processus d'inscription des étudiants et du recouvrement des frais de scolarité universitaires, dans le cadre du programme « Finance numérique pour la résilience » (DFS4Res), implémenté par UNCDF. Cette digitalisation lui a permis d'encaisser plus de 100 millions de FCFA de rentrées supplémentaires.

Les universités de Niamey (UAM) et d'Agadez (UAZ) lui emboîtent le pas. A terme, le gouvernement du Niger souhaite digitaliser l'ensemble des universités publiques du pays, pour une gestion plus efficace et transparente des activités administratives et académiques.

## Pesanteurs administratives et retards

### LA DIGITALISATION A L'UDDM EN 2023



**7 714** étudiants inscrits en ligne  
> dont 1 351 femmes



**100%** ont réglé l'inscription avec un paiement numérique



**± 275 000 €** de transactions électroniques  
> +200 000 € de recettes de + qu'en 2022



**48h à 72h** pour s'inscrire, payer, et obtenir sa carte d'étudiant  
> contre 1 semaine auparavant



**x3** le nombre d'inscriptions par rapport à 2022

« Pour m'inscrire en première année d'agronomie à l'université Dan Dicko Dankoulodo de Maradi (UDDM) en 2021, j'ai dû envoyer un étudiant à ma place pour déposer le dossier auprès de la scolarité, car je vivais à Zinder, à plus de 230 km. Quand la liste des candidats sélectionnés a été affichée sur le campus et que l'on m'a fait savoir que j'étais retenu, je me suis déplacé pour apporter les 10 000 francs CFA de frais d'inscription (15,25 euros), payés par ma famille. Il y avait une longue queue devant le bureau de la scolarité et beaucoup de procédures pour pouvoir régler », explique Amadou Amadou, aujourd'hui en troisième année de licence d'agronomie à l'UDDM.

« Une fois récupéré le quitus, je suis allé dans un autre service pour l'inscription pédagogique, me faire enregistrer et obtenir plus tard ma carte d'étudiant. Certains ont eu besoin de se faire aider par un ancien pour remplir les documents et ont dû s'y reprendre à plusieurs fois. Dans ces circonstances, on peut passer des semaines, voire des mois à chercher à s'inscrire dans une université ! », ajoute le jeune homme.

Habou Malam Maichanou Youssouf, 26 ans, est en quatrième année de médecine. Il se rappelle lui aussi son arrivée à l'université. « On venait du lycée et pour nous c'était un nouveau monde. On manquait d'informations. On ne savait pas quand il fallait s'inscrire, ni même quand était la rentrée. Alors, on faisait des va et vient. Les procédures d'inscription étaient longues, il fallait déposer les pièces du dossier physiquement, faire la queue ».

Comme Amadou et Habou Malam il y a trois ans, des dizaines de milliers d'étudiants sont à la peine à chaque rentrée universitaire au Niger. S'inscrire et payer sur place les frais de scolarité en espèces reste, dans la plupart des universités du pays, un processus très long et coûteux, qui peut décourager des candidats résidant loin de leur lieu d'étude. Les étudiants qui ne sont pas sur place doivent passer par des connaissances ou par des sociétés de transport de voyageurs pour acheminer leurs dossiers. Les documents, comme la carte d'identité et les relevés de notes des années antérieures, doivent être photocopiés et légalisés. Il est courant par ailleurs qu'un étudiant constitue un dossier pour plusieurs filières au sein d'une même faculté, ce qui retarde d'autant le processus d'inscription et augmente les coûts.

Pour l'administration universitaire, le risque d'erreurs ou de perte de dossiers déposés physiquement auprès des services est réel, et peut retarder la rentrée pour nombre d'étudiants. Le recouvrement des frais est fastidieux et manque de transparence, ce qui n'aide pas à une gestion saine et solide des ressources financières de l'établissement. « Il est vrai que l'inscription physique à l'université, en général, est compliquée. Il y a beaucoup de paperasse, des erreurs humaines peuvent se glisser, la collecte des frais d'inscription se faisant manuellement, il y a des risques de fraude. Il n'est pas évident d'avoir des statistiques à jour, ce qui n'aide pas à collecter les ressources », détaille Dr. Elh Amadou Hamissou, enseignant chercheur au département de physique de l'UDDM et chef du service central de la scolarité.

Selon une étude interne, menée en 2023 par les experts techniques de UNCDF au Niger, afin de tester l'hypothèse de la digitalisation des universités publiques de Niamey, Maradi et Agadez, les personnels impliqués dans les processus physiques d'inscription et de paiement ont déclaré y avoir consacré environ deux mois de travail, de la mi-août à la mi-octobre, au lieu de s'acquitter d'autres tâches. « Les universités sont souvent confrontées à des écarts entre l'argent qui entre dans les comptes de trésorerie et les montants comptables attendus, en fonction du nombre d'étudiants inscrits. Qui est responsable ? », pointe l'étude.

Ainsi, à l'université d'Agadez, en l'absence de réserves financières ou de solution comptable spécifique, le chef de l'unité des affaires étudiantes, qui collecte l'argent liquide auprès des étudiants et le dépose au bureau des finances, complète les montants manquants constatés avec ses fonds personnels... « La manipulation de grosses sommes d'argent augmente le risque de vol ou de fraude », confirme également l'étude de UNCDF.

## I-Futur, un atout pour la digitalisation

La fintech i-Futur, dirigée par Sidikou Boubacar, est un acteur majeur du développement de l'écosystème des services financiers numériques au Niger, identifiée par UNCDF comme un partenaire de référence et de confiance pour la mise en place de solutions techniques de digitalisation et d'agrégateurs de paiement.

Avant d'intervenir à Maradi, i-Futur avait piloté, pour le compte du gouvernement nigérien, la digitalisation de l'organisation du baccalauréat (processus d'inscription et de paiement des frais via Mobile Money, envoi des convocations, relevés de notes et attestations du diplôme par SMS, USSD et WhatsApp). La société a également lancé une solution digitale de financement de l'éducation PaySchool, des plateformes d'inscription en ligne aux examens et concours, et plus récemment en 2022 une solution d'agrégation de paiements iPayMoney pour développer le réseau de distribution de la monnaie électronique au Niger.

Appuyée par UNCDF, i-Futur est la seule fintech à avoir décroché l'homologation internationale PCI DSS, répondant ainsi aux plus hautes exigences pour la gestion de la sécurité des données financières.

UNCDF a capitalisé sur l'expérience d'i-Futur pour convaincre les administrations universitaires du Niger d'engager une réflexion, puis d'établir avec la fintech les spécifications d'un processus de digitalisation.

## Appétits pour la digitalisation

Les difficultés rencontrées lors de l'inscription à l'université, par les étudiants et les services administratifs, plaident en faveur de la digitalisation au sein des universités. La transition vers les paiements numériques offrant une solution pour plus d'efficacité et de transparence dans le traitement des flux financiers, ainsi que des options de paiement plus rapides et plus pratiques. Les universités interrogées par UNCDF souhaitent par ailleurs accéder rapidement à des données utiles pour leur gestion, qui peuvent être générées en temps réel : accès rapide aux statistiques sur le nombre d'étudiants intégrés, selon le genre ; tendances des inscriptions d'étudiants par faculté ; taux de réussite des étudiants aux différents examens, etc.

Alors que les principales universités du monde se lancent dans la numérisation, les universités nigériennes, appuyées par leurs départements d'informatique, souhaitent amorcer elles-aussi ce virage. Cette transformation numérique est permise en raison d'un usage relativement généralisé du smartphone par les étudiants nigériens.



Introduite en 2022, la digitalisation des inscriptions et des paiements à l'université de Maradi est exemplaire. Avec quelques 300 000 habitants, Maradi est la seconde plus grande ville du pays. C'est une ville marchande située à proximité de la frontière du Nigeria. En 2021-2022, l'université UDDM a accueilli près de 7 000 étudiants, originaires de Maradi et des localités environnantes, ou d'autres capitales régionales, comme Niamey, Zinder, Dosso ou Tahoua. « Nous accueillons des étudiants qui viennent de la sous-région, pour des études en médecine ou en pharmacie. La digitalisation a permis aux candidats de s'inscrire et payer partout, sans contrainte de déplacement ou de temps », indique Dr Ali Hamadou, enseignant chercheur à l'université UDDM, directeur chargé des technologies de l'information et de de la communication (TIC) et chargé du projet de la digitalisation.

“ Nous accueillons des étudiants qui viennent de la sous-région (...). La digitalisation a permis aux candidats de s'inscrire et payer partout, sans contrainte de déplacement ou de temps. ”

Depuis deux ans, une plateforme en ligne, développée par l'université en collaboration avec i-Futur, une Fintech nigérienne soutenue par UNCDF, est ouverte pendant les périodes d'inscription, permettant à chaque candidat, de la licence au doctorat, de formuler plusieurs choix tout en déposant un seul et même dossier, avec photo digitale, sans que cela n'engendre de coût supplémentaire. Il suffit d'avoir accès à une connexion Internet. Les dossiers sont ensuite traités électroniquement par les différents services de l'université. Les résultats de la sélection sont également publiés en ligne.

La protection des données personnelles des étudiants est l'une des conditions nécessaires à la mise en place de la digitalisation. La plateforme, évaluée par i-Futur, est hautement sécurisée et dispose d'un backup, d'un cloud et de serveurs locaux, qui permettent, en cas de difficultés Internet, de basculer sur un autre réseau.

Pour la rentrée 2022, l'UDDM a lancé une campagne sur les réseaux sociaux pour que les bacheliers, potentiels candidats, soient informés du processus d'inscription en ligne. La campagne de communication a été étendue aux jurys du baccalauréat, avec des flyers affichés dans les différents centres d'examens.

Pour 2023, les équipes de l'université ont sillonné pendant une dizaine de jours les établissements de la ville de Maradi et de la région pour sensibiliser les étudiants. Ces campagnes visent également à renseigner les bacheliers sur les offres de formation de l'UDDM. « Car c'est aussi un problème au Niger : après le baccalauréat, on ne sait pas quoi faire et où aller », indique Ali Hamadou. Pour la rentrée universitaire 2024, l'UDDM souhaiterait étendre sa campagne au reste du pays.



Entre 2022 et 2023 le nombre de demandes d'inscriptions multiplié par 3

Pour les étudiants, le bilan de la digitalisation est tout à fait positif. Le processus d'inscription, de paiement et d'obtention de la carte d'étudiant, qui pouvait prendre jusqu'à deux mois, a été ramené à 48 heures ou 72 heures, selon les pics. Il est rapide et fluide. « C'est du temps économisé pour les étudiants. La digitalisation nous facilite la tâche », indique Adou Malam Amadou Ismail, originaire de Zinder. Ainsi, pour les rentrées universitaires 2022 et 2023, l'université de Maradi a vu le nombre de demandes d'inscriptions exploser, multiplié par trois. Plus de 8 000 dossiers de candidature ont été enregistrés en première année. Ce qui représente plus du tiers des nouveaux bacheliers du Niger.

« En médecine, pour 2023, nous avons enregistré plus de 3 000 inscriptions en première année, alors que pour les années passées, l'ensemble des dossiers tournait autour de 3 500. Même chose pour l'ancien institut de technologie, devenu aujourd'hui Polytech Maradi, nous avons enregistré plus de 2 000 inscriptions en première année. Cela est dû au fait que la procédure d'inscription a été dématérialisée. C'est un succès », se réjouit Ali Hamadou.

“ Plus de 8 000 dossiers de candidature ont été enregistrés en première année. ”

Le système reste toutefois perfectible. « Il y a eu une révolution, l'année où la digitalisation a été instituée. On a eu de la chance d'avoir ce système. Les dossiers sont évalués après une inscription en ligne. Mais attention, le temps est très court pour s'inscrire. C'est un peu la contrainte du système. La dernière fois, certains étudiants, avec leurs téléphones de première génération, ont rencontré des difficultés pour obtenir leur numéro de matricule, nécessaire pour pouvoir s'inscrire. Dans ce cas, il faut faire l'opération à partir d'un ordinateur », explique Amadou Amadou, en licence d'agronomie à l'UDDM. « Le plus grand défi, est d'avoir une bonne connexion. On a dû aider les nouveaux et ceux qui ne maîtrisent pas bien l'électronique », convient Habou Malam Maichanou Youssouf, l'étudiant en médecine.

“ La procédure d'inscription a été dématérialisée. C'est un succès. ”



## Des rentrées supplémentaires de plus de 130 millions de FCFA

La digitalisation est également un soulagement pour l'université Dan Dicko Dankoulodo de Maradi, lui faisant gagner un temps précieux. Elle lui a aussi permis d'optimiser le recouvrement des frais d'inscription, avec des rentrées supplémentaires de plus de 130 millions de FCFA pour 2022-2023, comparé à la période précédente (environ 200 000 €). « C'est énorme ! La digitalisation nous permet de maîtriser le nombre d'étudiants inscrits, on sait ce que chacun doit payer et on s'est donné les moyens de collecter tous les frais et droits d'inscription. Le personnel a été formé. L'argent est sécurisé et nos rentrées financières également », explique Dr Ali Hamadou, directeur chargé des TIC et du projet de digitalisation.

« Avant, on ne maîtrisait pas le nombre d'entrées et les paiements liés. Maintenant, en un clic, on peut savoir quels sont les montants encaissés », convient Dr. Elh Amadou Hamissou, chargé de la scolarité centrale à l'UDDM. « L'université fonctionne essentiellement avec la subvention de l'État et les droits d'inscription. Avant la digitalisation, la perception était archaïque, ce qui ne facilitait pas la transparence et présentait un double danger. Danger à l'encontre de nos agents financiers qui conservaient l'argent dans les bureaux. Danger que ce même argent soit volé. Maintenant, tout se fait dans la transparence la plus totale », ajoute Dr Ali Hamadou.

“ On sait ce que chacun peut payer  
(...) L'argent est sécurisé et nos  
rentrées financières également. ”

L'UDDM ne compte pas en rester là. Elle a dans un proche avenir l'ambition d'automatiser la gestion des notes et les résultats de passage ou de redoublement d'une année sur l'autre, afin d'accélérer encore les inscriptions. Elle entend par ailleurs digitaliser la programmation des enseignements afin de proposer des emplois du temps hebdomadaires, mensuels et semestriels, cohérents. Il arrive en effet que des salles soient disponibles, que des étudiants soient disponibles, mais qu'il n'y ait pas cours par manque d'information. Un troisième chantier porte sur les modes de paiement. L'UDDM souhaite faire en sorte que tous les frais puissent être réglés de façon numérique, que ce soit pour le retrait d'une inscription, de l'obtention d'un relevé de notes ou d'un document administratif, jusqu'au paiement des heures des enseignants vacataires.

Pour mener à bien ce volet et élargir l'assiette des paiements numériques, des actions d'éducation financière et numérique, et d'inclusion des femmes, pourraient être entreprises, en concertation avec les opérateurs de téléphonie mobile, les sociétés de transfert d'argent et aujourd'hui discutées avec les experts techniques d'UNCDF.

## Vers une digitalisation des neuf universités publiques du Niger ?



Digitaliser la gestion administrative et le paiement des frais universitaires peut procéder d'une stratégie globale portée au niveau national (top-down), qui conduit le gouvernement à répliquer plus ou moins un même modèle. A l'opposé, la démarche peut être singulière propre à chaque université, (bottom-up), ce qui amène l'administration universitaire à s'interroger sur ses besoins et les moyens à mettre en œuvre. Cette démarche ci peut faire l'objet de cas d'école et d'apprentissage. Elle peut être conçue également comme un projet pilote, ayant vocation à être étendu au reste du pays.

Dans les deux cas, la digitalisation implique de mettre en place une collaboration efficace entre le secteur public et le secteur privé pour permettre le déploiement d'une solution technique optimale. La décision stratégique, par exemple, de rendre obligatoire le paiement des frais d'inscription par voie électronique contribue à assurer la longévité du service pour les prestataires de services financiers numériques agréés, sans coût supplémentaire pour les étudiants et leurs familles. Le gouvernement peut aussi encourager l'établissement d'un service de paiement en ligne national.

L'expérience réussie de la digitalisation à Maradi a convaincu le Niger d'étendre le processus à ses huit autres universités publiques. Les universités de Niamey et d'Agadez sont les premières concernées. L'Université Abdou Moumouni à Niamey (UAM) compte près de 25 000 étudiants. Elle accueille également quelques étudiants internationaux venant des pays d'Afrique de l'Ouest et centrale. De son côté, l'université d'Agadez (UAZ), située dans le désert du Sahara et créée en 2015, reçoit près d'un millier d'étudiants. Les six autres universités publiques du Niger sont situées à Zinder, Tillabéri, Diffa, Dosso, Tahoua et Say.



Au Niger, les frais de scolarité sont de 10 000 FCFA par an. Les étudiants internationaux paient entre 200 000 et 500 000 FCFA par an (entre 305 et 762 euros).

Pour généraliser la digitalisation au sein de ses universités, le Niger aura besoin d'investir dans de nouvelles technologies, dans les infrastructures et la maintenance pour prendre en charge les paiements numériques et les plateformes de gestion. La mauvaise connectivité réseau apparaît comme le principal défi rencontré par les étudiants lorsqu'ils ont besoin d'effectuer une transaction financière numérique, quel que soit le canal utilisé. Ce qui suppose des efforts plus larges afin d'améliorer les infrastructures réseaux, dans les zones rurales en particulier.

Outre les aspects techniques, les questions de sécurité et de protection des données personnelles doivent être considérées. Il y aura par ailleurs nécessité de fournir une formation et un soutien aux personnels et aux étudiants pour une bonne prise en main des outils.

Pour mettre en œuvre un tel système au niveau national, les financements doivent comprendre la mise en œuvre de la plateforme technique et la formation et la sensibilisation des étudiants et du personnel administratif.

Pour déployer ce volet technique, il faut compter entre 10 000 \$ et 25 000 \$. Ce volet implique une solution logicielle informatique propre à chaque université, la mise à jour des sites web des universités, l'interconnexion de la plateforme de paiement des prestataires avec celle des universités, du développement interne, des modules complémentaires pour l'envoi de SMS, notamment.

Le second volet, estimé entre 20 000 \$ et 40 000 \$, concerne les efforts nécessaires pour la prise en main de la solution numérique. Ce volet implique des actions de formation et de sensibilisation à l'adresse des étudiants et du personnel administratif.

La digitalisation des processus d'inscription des étudiants et du recouvrement des frais de scolarité universitaires est une opportunité pour rallier les jeunes à la transformation numérique du pays. La plupart des étudiants reçoivent leur bourse en espèces sur une base trimestrielle. Digitaliser ce paiement G2P pourrait résoudre à la fois les problèmes de liquidité auxquels sont confrontés les étudiants, qui ont du mal à réunir le montant de leur inscription à temps, et alléger dans le même temps le fardeau logistique, administratif et de suivi du gouvernement associé aux décaissements trimestriels des bourses. Ce serait également l'occasion d'étendre l'éducation numérique et financière, clé pour une insertion professionnelle future.



## Première enquête de satisfaction

Au début de l'année 2024, Viamo, une entreprise sociale qui utilise la technologie de réponse vocale interactive (IVR en anglais), et UNCDF ont mené une enquête de référence par téléphone pour évaluer l'expérience et les préférences des étudiants, des parents ou de tiers ayant payé les frais universitaires à l'UDDM.

Cette enquête sera reconduite les prochaines années pour évaluer la satisfaction des usagers et apporter les améliorations nécessaires.

Pour cette première enquête, portant sur la rentrée universitaire 2023, 1 068 personnes ont répondu, la majorité d'entre eux étant des étudiants (91%).

Parmi les répondants, 78% ont effectué au moins un paiement pour les frais de scolarité en utilisant un canal numérique ; la plupart n'ayant effectué qu'un seul paiement (56%). 61% des payeurs ont déclaré préférer utiliser un outil numérique pour le paiement plutôt que de l'argent liquide, et 55% ont répondu avoir ouvert un compte mobile spécifiquement pour effectuer le règlement des frais scolaires. Par ailleurs, 78% ont indiqué avoir confiance (un peu ou totalement) dans leur capacité à utiliser la plateforme de paiement digital sans aide.

Si les attitudes à l'égard de l'argent mobile et de l'utilisation des outils numériques pour les paiements sont positives, le sondage a également révélé des lacunes en termes d'accès et de connectivité.

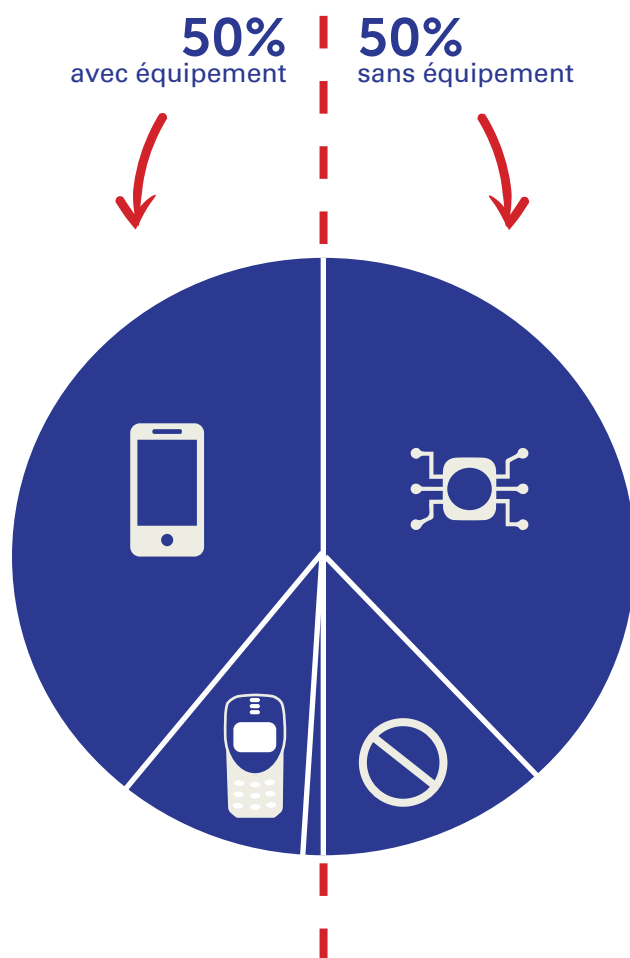
- Environ 50% des personnes interrogées possédaient un téléphone, 10% un modèle de base et 39% un smartphone. 22% ne possédaient pas de téléphone, mais avaient néanmoins une carte SIM. 38% n'ont pas eu accès à un téléphone portable ou à une carte SIM (Plusieurs personnes pouvant partager un téléphone, chacun étant muni de sa propre carte SIM).
- Seuls 55% ont un accès régulier à Internet (habituellement ou presque chaque jour).

- Le recours aux agents et points de vente est une alternative. 70% des répondants ont indiqué qu'il était aisé d'y recourir pour effectuer les paiements. Parmi eux, seuls 15% ont vu leur transaction échouer.

Temps : Plus de la moitié des répondants pense que le temps passé pour s'inscrire sur la plateforme de paiement digital et pour régler est acceptable (rapide et pratique, long mais pratique).

Coût : 53 % estime que le processus pour effectuer les paiements est d'un coût "raisonnable" et 20% qu'il est "cher, mais pas trop" 45 % considère la méthode digitale comme moins coûteuse.

Il existe également un potentiel d'utilisation accrue du système numérique, puisque 51% des personnes interrogées utilise actuellement cette fonction pour vérifier l'état de leurs paiements. En outre, les rappels par SMS ne semblent pas atteindre tous les payeurs. 22% n'ont jamais reçu de SMS.





## Leçons apprises

L'expérience de la digitalisation des paiements universitaires à Maradi permet de retenir plusieurs leçons.

- L'engagement et la collaboration de l'autorité universitaire et de son administration sont essentielles à la bonne marche du projet, mais ne sont pas acquises d'avance. Des réticences peuvent apparaître, liées à une méconnaissance et méfiance vis à vis des nouvelles technologies ; crainte autour des questions de sécurité, interrogation quant à la valeur ajoutée réelle d'une digitalisation des process. " Qu'est-ce que cela va apporter de plus ?" peuvent s'interroger les responsables universitaires. Il s'agit donc de prendre le temps de discuter, de sensibiliser, de montrer et démontrer l'utilité et les avantages de la solution de digitalisation, afin d'embarquer les équipes dans le projet.
- Le diagnostic préalable au déploiement de la digitalisation se doit d'être le plus précis, le plus exhaustif précis, afin de ne pas laisser de zones grises sur les coûts que le projet peut engendrer. Les prérequis, les besoins techniques et humains doivent être correctement dimensionnés afin de prévoir une allocation budgétaire suffisante. Les universités au Niger disposent de peu de moyens. Un projet et un diagnostic clair et bien compris permettront d'éviter les désillusions.
- La solution digitale doit être éprouvée, adaptable et ne pas apporter de complications. Le prestataire retenu pour déployer la plateforme numérique doit être en mesure d'adapter ses solutions aux besoins et contextes spécifiques de chacune des universités. D'une université à l'autre, les circuits de validation des informations ne sont en effet pas les mêmes.
- Le cas Maradi a également montré la nécessité de ne pas se focaliser sur un seul fournisseur de services financiers, mais de rassembler et de coordonner l'ensemble des acteurs financiers locaux, pour encourager l'inclusion financière et élargir les options de paiement disponibles. Le règlement des frais universitaires peut en effet passer par le Mobile Money, le kiosque cash-in cash-out disponible sur le campus, le compte bancaire ou les cartes prépayées VISA ou Mastercard.
- Dans les mois qui ont suivi la digitalisation numérique des inscriptions et des paiements des frais universitaires, une enquête de satisfaction auprès des étudiants et de leurs proches, a été conduite par l'entreprise Viamo. Cette évaluation a été conduite une première fois juste après le lancement de la solution et une deuxième en 2025. Elle nous renseignera sur les améliorations à apporter.

## Niamey prête pour la digitalisation

L'université UAM de Niamey s'est lancée dans l'informatisation des processus internes, avec le soutien de la coopération belge au développement il y a plusieurs années. Un second volet comprenant la digitalisation des paiements des frais d'inscription est actuellement discuté avec UNCDF. Grâce à ce volet, les étudiants peuvent postuler en ligne à une formation et déposer leurs dossiers d'inscription. La plupart des informations personnelles étant automatiquement récupérées dans la base de données numérique du gouvernement, à partir des résultats des examens du secondaire.

« Auparavant, pour finaliser l'inscription des étudiants, j'avais besoin d'une équipe d'une trentaine d'agents. Depuis le dépôt en ligne, ce sont les bacheliers qui scannent leurs documents et photos, les attachent au dossier. Désormais, le personnel de la scolarité centrale suffit amplement. Cette année 2023, nous avons pu démarrer les sélections très tôt. Les étudiants ont tous reçu une réponse à leur demande le 10 septembre. Pour la première fois, nous avons commencé les cours le 18 septembre. Ce qui n'était jamais arrivé. Jusqu'à présent, les cours démarraient en octobre. Cette rapidité-là est liée à la digitalisation », détaille Ganda Hassane, chef service de la scolarité centrale de l'UAM de Niamey.





## Remerciements

La « Finance numérique pour la résilience » (DFS4Res) est un programme de quatre ans, soutenu par l'Union européenne et l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (Groupe ACP), et mis en œuvre par le Fonds d'équipement des Nations Unies (UNCDF). Le programme vise à déployer des solutions de finance numérique à grande échelle pour accroître l'inclusion financière et accélérer la reprise économique après le COVID-19, afin de rendre les économies et les sociétés plus résilientes aux chocs externes.

Ce document a été préparé par l'équipe Économies numériques inclusives UNCDF qui implémente le programme DFS4Res au Niger, ainsi que dans neuf autres pays.

Nous tenons à remercier Olivier Yara, spécialiste services financiers numériques et responsable pays, pour sa contribution tout au long du processus de rédaction ainsi que Christelle Marot, la rédactrice de cette étude de cas.

Au sein de l'UNCDF, le travail a été réalisé sous la supervision de Bram Peters, programme manager, et de Karima Wardak, responsable des connaissances et de la communication pour l'équipe.

## À propos de UNCDF

Le Fonds d'équipement des Nations Unies (UNCDF) est la principale entité de financement catalytique des Nations Unies pour les 45 pays les moins avancés (PMA) à travers le monde. Dans le cadre de son mandat unique en matière de capital et en mettant l'accent sur les PMA, l'UNCDF s'efforce d'investir et de catalyser des capitaux afin d'aider ces pays à atteindre la croissance durable et l'inclusion envisagées par le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et le Programme d'action de Doha pour les pays les moins avancés, 2022-2031.

L'UNCDF établit des partenariats avec d'autres organisations des Nations Unies, ainsi qu'avec des acteurs des secteurs privé et public, afin d'avoir un plus grand impact sur le développement, notamment en débloquant des ressources supplémentaires et en renforçant les mécanismes et les systèmes de financement contribuant aux voies de transformation, en se concentrant sur des thèmes de développement tels que l'économie verte, la numérisation, l'urbanisation, les économies inclusives, l'égalité entre les sexes et l'autonomisation économique des femmes.

En tant qu'institution de financement du développement hybride et agence de développement, l'UNCDF utilise une combinaison d'instruments de capital (déploiement, conseil financier et commercial et catalysation) et d'instruments de développement (assistance technique, renforcement des capacités, conseils politiques, plaidoyer, leadership intellectuel, analyse et cadrage du marché) qui sont appliqués dans cinq domaines prioritaires (économies numériques inclusives, finance transformatrice locale, autonomisation économique des femmes, financement du climat, de l'énergie et de la biodiversité, et financement des systèmes alimentaires durables).

## Disclaimer

Les appellations utilisées sur cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent aucune prise de position de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies ou de l'UNCDF quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones.

